



Art 15bis Zone d'intérêt général D (ZIG D)

Caractère	Cette zone est destinée aux bâtiments, installations et espaces pour la déchetterie principale.
Coefficient de masse	max. 1 m ³ /m ²
Taux d'occupation	max. 10%
Hauteur totale	HT max. 10.0 m.
Distance de base (DL)	H/2 min. 4.0 m selon l'art. 164 LATeC
Distance augmentée (DL')	applicable au sens de l'art. 63 RELATeC.
Ordre des constructions	non contigu
Bâtiments existants	Les bâtiments existants peuvent faire uniquement l'objet de travaux conformément à l'art. 54 LATeC.
Degré de sensibilité	Le degré de sensibilité attribué à cette zone est III.

Villars-sur-Glâne, commune. Approbation de la modification du plan d'affectation des zones et du règlement communal d'urbanisme

VU:

la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT);

la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC);

le règlement du 18 décembre 1984 d'exécution de la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RELATeC);

le plan d'aménagement local approuvé par le Conseil d'Etat le 13 juillet 1993;

l'accord préalable du Conseil d'Etat du 3 juillet 2007;

le dossier,

considérant:

Enquête publique dans la FO no 14 du 7 avril 2006

Adoptée par le Conseil Communal le 9 octobre 2006

Le secrétaire

Emmanuel Roulin



La syndique

Erika Schnyder

Approuvé par la Direction de l'aménagement,
de l'environnement et des constructions

Fribourg, le 4 JUIL. 2007



Le Conseiller d'Etat, Directeur

[Signature]

I. OBJET

La modification porte sur le changement d'affectation d'une partie de l'article 231a RF de zone de la station d'épuration des eaux usées en zone d'intérêt général D, l'affectation de l'article 77 RF et de l'article 1909 RF en zone d'intérêt général D et l'élaboration de l'article 15bis du règlement communal d'urbanisme (RCU).

II. PROCÉDURE

Le dossier de la modification a été mis à l'enquête publique par avis dans la Feuille officielle (FO) n° 14 du 7 avril 2006. La mise à l'enquête publique a suscité une opposition qui a traitée par le Conseil communal conformément à la loi.

La modification a été adoptée par le Conseil communal le 9 octobre 2006.

Un recours a été interjeté auprès de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) contre la décision communale. Par décision séparée de ce jour, la DAEC a statué sur le recours.

III. PRÉAVIS DES SERVICES ET ORGANES CONSULTÉS

Le dossier a été mis en consultation auprès des services et organes concernés qui ont émis les préavis suivants:

Favorables, sans condition:

- Service de l'environnement,
- Service de l'agriculture,
- 1^{er} Arrondissement forestier,
- Service des ponts et chaussées, section études et réalisations routières,
- Service des biens culturels,
- Service des ponts et chaussées, section lacs et cours d'eau.

Favorable, avec conditions:

- Protection de la nature et du paysage.

Préavis de synthèse du Service des constructions et de l'aménagement (SeCA):

- Favorable.

Les conditions émises dans les préavis des services et organes consultés font partie intégrante de la présente décision dans la mesure où elles ne sont pas rejetées (voir considérant IV ci-après).

IV. APPRÉCIATION DE LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONSTRUCTIONS (DAEC)

Après examen du dossier, il apparaît que la modification du PAL est conforme aux exigences légales et au plan directeur cantonal. La DAEC peut donc admettre la modification du PAL.

La DAEC constate que la modification du PAL concerne également une partie de l'article 231a RF qui comprend l'accès à la STEP et à la déchetterie. Ce secteur est affecté à la zone d'intérêt général D.

V. EFFETS DE L'APPROBATION

1. La présente approbation porte sur le plan d'affectation des zones (PAZ) et le RCU. Les conditions des préavis des services et organes consultés, qui sont retenues par la DAEC aux considérants III et IV ci-dessus, sont comprises dans la présente décision.
2. Dès son approbation, la modification du PAZ et du RCU entre en vigueur sous réserve de l'effet suspensif d'éventuels recours et a force obligatoire pour les autorités et les particuliers.

VI. PUBLICATION

La décision d'approbation de la modification du PAZ et du RCU doit faire l'objet d'une publication par le Conseil communal dans le Bulletin communal ou dans la Feuille officielle dans un délai de 30 jours (art. 81 al. 4 LATeC; art. 10 RELATeC),

décide:

1. La modification du plan d'affectation des zones et du règlement communal d'urbanisme est approuvée avec les réserves émises aux considérants IV et V.

2. L'émolument à la charge de la commune de Villars-sur-Glâne est fixé à 2'125.- francs.

3. La présente décision peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif dans le délai de 30 jours dès sa communication.

4. Communication:

au Service des constructions et de l'aménagement avec les dossiers, à charge pour lui de transmettre la présente décision:

- à la commune de Villars-sur-Glâne avec 2 dossiers;
- au Service des biens culturels, céans (2 ex. avec 2 préavis de synthèse);
- à la Préfecture de la Sarine, Grand-Rue 51, case postale 96, 1702 Fribourg (1 ex.).

Fribourg, le 4 juillet 2007
AFD/cam


Georges Godel
Conseiller d'Etat, Directeur